

ÉCONOMIE

Les entreprises de l'Union sur le Net, peu sur le cloud

Selon Eurostat, 97 % des entreprises de plus de dix employés ont accès à Internet dans l'Union européenne. Mais seules 12 % ont acheté des services sur le cloud, le stockage de données informatiques à distance.

Deux milliards d'objets connectés en 2020

Le marché des objets connectés est en forte croissance. La France est bien placée dans ce domaine. En 2020, il pourrait y en avoir plus de 2 milliards dans l'Hexagone, contre 400 millions en 2015.

Le numérique va bousculer l'emploi

MUTATION Le numérique bouleverse tous les secteurs d'activités en France et fait apparaître de nouveaux métiers. Au final, qui va y gagner et y perdre ?

NICOLAS CÉSAR

L'arrivée de nouveaux acteurs tels qu'Uber, BlaBlaCar ou Airbnb est un « tsunami » pour l'économie traditionnelle. Les taxis professionnels ont bien cru qu'UberPop allait sonner le glas de leur profession et ont fait pression sur le gouvernement pour interdire ce service en France.

En réalité, aucun secteur d'activités n'est épargné par la révolution numérique. Les notaires s'inquiètent de la montée en puissance de Testamento, un site où le grand public peut déposer son testament en ligne, mais aussi désigner un tuteur. Tandis que les professionnels du tourisme se préoccupent de l'engouement pour Airbnb, dont la capitalisation boursière - 18 milliards d'euros - dépasse désormais celle d'Accor-Fram, qui vient de déposer le bilan.

3 millions de postes détruits...

Ces plateformes numériques, « robotisées », suppriment de nombreux emplois dans l'intermédiation entre clients et entreprises. Dans la banque, par exemple, les agences physiques disparaissent progressivement. De plus en plus d'opérations sont réalisées en ligne par les clients. Si l'on en croit les

projections du cabinet Roland Berger, la « transformation » numérique de l'économie va détruire 3 millions de postes d'ici à 2025.

Au final, cette troisième révolution industrielle va accentuer la « bipolarisation du marché du travail », analyse Jean-Louis Blouin, élu au Ceser (Conseil économique, social et environnemental régional), qui a publié un rapport fin novembre sur l'impact de la révolution numérique dans les différents secteurs d'activités. Les grands gagnants seront les cadres supérieurs très qualifiés, ainsi que les ingénieurs spécialisés. Et les perdants, les personnes peu qualifiées.

... 36 000 autres créés

Autre conséquence attendue : le déclin progressif du salariat et du CDI. De plus en plus de personnes vont travailler en « mode auto-entrepreneur ». Ce qui pose la question de la protection sociale de ces travailleurs plus précaires.

Mais, dans le même temps, le numérique va ouvrir de nouveaux marchés. Fin 2013, l'organisation professionnelle Syntec Numérique estimait que le digital allait créer 36 000 emplois d'ici à 2018. C'est peu au regard des 735 000 à 830 000 postes à pourvoir chaque

année dans les sept ans à venir, selon la Dares et France Stratégie. L'Hexagone aura surtout besoin d'aides à domicile, d'infirmiers, de cuisiniers, coiffeurs...

Plus de pouvoir d'achat

Toutefois, ces chiffres doivent être nuancés. « 50 % des métiers de demain n'existent pas encore », rappelait-il y a peu Stéphane Richard, le PDG d'Orange. Et ce, d'autant plus que le numérique permet aussi de redonner du pouvoir d'achat aux Français. Ainsi, « les utilisateurs de BlaBlaCar paient en moyenne 6 centimes par kilomètre », met en avant Frédéric Mazzella, PDG du leader européen du covoiturage. Les nombreux sites d'échanges de services et de vente de produits d'occasion y contribuent également.

L'économie sociale et solidaire (ESS) se développe aussi aujourd'hui grâce au numérique, qui lui permet de faire connaître à très grande échelle des initiatives, à moindre coût. voire même de les faire financer. À chaque succès, ce sont autant de personnes éloignées de l'emploi qui sont réinsérées. Résultat, l'ESS pèse désormais 10 % du PIB français.

En réalité, l'impact du numéri-



AT Internet, dont le siège social est basé à Mérignac, va recruter entre 30 et 40 personnes en 2016. ARCHIVES GUILLAUME BONNAUD/« SUDOUEST »

que sur l'économie dépendra de la capacité des entreprises à « surfer » sur cette tendance et de celle des politiques à en limiter les effets pervers. C'est l'un des enjeux clés de la future loi #noé du ministre de

l'économie. Emmanuel Macron a fait part de sa volonté d'en finir avec les « corporatismes », qui freinent l'essor du numérique dans l'Hexagone. Bien conscient que les financements bancaires traditionnels

Ces candidats que les entreprises s'arrachent

Le secteur informatique souffre d'une pénurie de profils qualifiés

Quel que soit le secteur d'activité, les entreprises vont se digitaliser. « On retrouve désormais ces métiers numériques dans des sociétés « traditionnelles » et non plus seulement dans des agences Web et des SSII (société de services et d'ingénierie en informatique) », observe le Bordelais François Adoue, directeur de l'Observatoire international des métiers de l'Internet. « 80 % des emplois concernent des entreprises non numériques et de moins de 20 personnes », souligne-t-il. Et, aujourd'hui, des DSI (directeurs des systèmes d'information) travaillent en temps partagé dans plusieurs sociétés différentes chaque semaine.

Car, contrairement aux autres secteurs en France, « dans l'informatique, il y a une pénurie de profils qua-

lifiés, et les entreprises doivent se vendre et se « battre » pour attirer les candidats », explique Gaëtan Binet, en charge du recrutement à Infotel, un puissant groupe informatique qui aura embauché 300 personnes dans le pays d'ici à la fin de l'année, dont 10 à son agence de Pessac, en Gironde.

Des développeurs recherchés

Localement, AT Internet, le leader européen du Web analytics (230 salariés, environ 18 millions d'euros de chiffre d'affaires), dont le siège social est à Mérignac, va également recruter entre 30 et 40 personnes en 2016.

Les postes recherchés sont très divers : analystes de données, gestionnaires de communautés numériques, ou encore architectes des systèmes d'information/cloud... « Il y a aujourd'hui trois secteurs d'activités en tension : les métiers du développement, les métiers de la sécu-



La filière numérique emploie 23 000 personnes dans l'agglomération bordelaise. ARCHIVES AFP

rité, systèmes et réseaux, et ceux du Web business », explique Jean-Charles Duplaa, vice-président du Syrpin (Syndicat régional des professionnels de l'informatique et du numérique), qui a réalisé une enquête sur le sujet auprès des PME du secteur numérique en Aquitaine.

Dans le détail, 60 % des besoins

concernent les développeurs, 30 % les systèmes et réseaux, et 10 % le Web marketing. Les profils vont de bac + 2 à bac + 5. Mais « nous avons surtout besoin de professionnels capables de comprendre les besoins du client et du chef d'entreprise », insiste François Adoue.

Côté salaires, ils se situent entre

28 et 32 000 euros par an pour les jeunes diplômés.

Pour les postes liés au développement Web, les recrutements dans la région se font essentiellement après un stage ou un apprentissage, observe le Syrpin dans son étude. Le réseau joue aussi beaucoup, notamment pour les métiers du Web business.

Pour les jeunes qui souhaitent s'orienter vers ce secteur, la « voie royale » est l'École nationale supérieure d'électronique, informatique, télécommunications, mathématiques et mécanique de Bordeaux (Enseirb), très réputée dans le secteur. Mais de nombreuses écoles sont privées. « L'autoformation, en parallèle, est un plus indéniable et très recherché », précise Jean-Charles Duplaa.

Aujourd'hui, la filière numérique emploie 23 000 personnes dans l'agglomération bordelaise.

N.C.

Seules 12 % des PME aquitaines présentes sur les réseaux sociaux

Selon une étude du Ceser d'Aquitaine, l'aéronautique et l'agroalimentaire ont largement amorcé leur virage numérique. Il est en cours dans le BTP et reste à conforter dans l'industrie du jouet et le petit commerce. 12 % des PME régionales sont sur les réseaux sociaux.



SUDOUEST.FR

Suivez l'actualité en direct sur notre site Internet et réagissez en laissant vos commentaires.



Région : un rôle pivot dans la transition

Les professionnels de l'industrie numérique réclament l'appui de la Région pour faciliter l'accès aux financements et améliorer la formation

Syntec Numérique, syndicat de professionnels dont les chiffres d'affaires cumulés avoisinent en France les 50 milliards d'euros, compte environ 365 000 salariés. En Aquitaine, on estime à 30 000 le nombre de salariés du secteur, en y incluant tous les informaticiens des collectivités locales et autres organismes publics. Des effectifs supérieurs à ceux des secteurs de la glisse et du laser optique.

Syntec Numérique a profité de la campagne des élections régionales pour avancer quelques idées simples de nature à accélérer la transition numérique de l'économie de la grande région.

Le syndicat plaide pour la mise en commun des moyens régionaux. Il faudrait, selon lui, regrouper les forces et les moyens pour que les compétences numériques de tous les niveaux s'additionnent. « Le numérique est au centre de toutes les transformations, de l'agriculture, de l'industrie ou de la relation plus directe avec les citoyens », explique Fabien Cauchi, le délégué régional pour l'Aquitaine de Syntec Numérique.

Rapidité d'action

Il réclame, à l'échelon régional, la création d'un réseau unique de l'innovation. Il permettrait aux jeunes pousses comme aux entreprises plus confirmées d'accéder plus rapidement aux financements, aux brevets, voire aux investissements d'avenir.

Le numérique permet des simplifications et une rapidité d'action qui ne fait pas bon ménage avec les strates territoriales et les petits fiefs politiques liés à l'innovation. « On pourrait même pousser cette mutualisation des moyens jusqu'à permettre des politiques d'achat public de solutions et de systèmes informatiques nouveaux. » L'option s'est révélée payante dans le domaine de l'achat d'énergie.

Les grandes entreprises (CGI, Atos Origin, Capgemini...) y trouveraient de belles possibilités de développement. Il est moins certain que les jeunes pousses y trouvent

leur compte. De fait, la Bretagne ou la Bourgogne se sont déjà engagées dans ces politiques régionales. Le deuxième credo de Syntec Nu-

« On pourrait pousser cette mutualisation des moyens jusqu'à permettre des politiques d'achat public de systèmes informatiques nouveaux »

mérique est de ne pas se focaliser sur la question des infrastructures, qu'elles soient de haut débit ou de très haut débit. « On n'est pas si mal couverts que cela au final, et nous gagnerions à mettre le paquet sur les nouveaux services », estime Fabien Cauchi. On est convaincus à Syntec que les services créeront les besoins qui conduiront les opérateurs de réseau à investir dans de nouvelles infrastructures. Une vision libérale que les professionnels du tourisme du Périgord, souvent en panne de réseau, aimeraient croire.

Un temps de retard

Troisième appel de Syntec Numérique, qui mériterait d'être entendu : la création d'une commission d'aide au recrutement dans chaque région. Les bons profils manquent. L'appareil de formation a un ou plusieurs temps de retard au regard des besoins. Avec Pôle emploi, les universités et les organismes de formation de techniciens et d'ingénieurs, les Conseils régionaux pourraient doper les dispositifs de formation à ces nouveaux métiers.

Le syndicat de professionnels du numérique souhaiterait également développer l'attractivité des transports en commun grâce aux outils numériques, mettre en place des projets de développement de services pour des territoires isolés. **Jean-Bernard Gilles**

ne sont plus adaptés à ce « nouveau monde », il songe aussi à créer un fonds de pension à la française afin de « saisir les nouvelles opportunités économiques liées au numérique ». Son projet sera présenté en janvier en Conseil des ministres.

En attendant, les grands groupes de l'économie traditionnelle ont

entamé leur mue. Ainsi, Mr Bricolage a lancé Ladépanne.fr, un site communautaire de proximité qui permet de louer la perceuse de son voisin plutôt que d'en acheter une neuve, difficile à rentabiliser.

De leur côté, les hôteliers indépendants ont lancé Fairbooking.com, un portail commun de

réservation directe qui leur permet de reconquérir leurs clients perdus, et tenter ainsi de contrer Booking.com. « La meilleure réponse est d'utiliser les mêmes armes numériques que celles de ceux qui nous attaquent », conclut Yves Petitjean, président de la Chambre de métiers d'Aquitaine.

TROIS QUESTIONS À...



BENJAMIN ROSOOR,
Fondateur des sociétés bordelaises Web Report et Transmittio

1 Quel sera l'impact du numérique sur l'économie française ?

Aujourd'hui, personne ne peut réellement le mesurer. La disparition de certains emplois industriels est davantage la conséquence de la concurrence de pays à bas coût comme la Chine et l'Afrique. Et, contrairement à certaines

prédictions, le numérique n'accélère pas la mondialisation. Depuis deux ans, les sites de e-commerce nous ramènent vers des magasins physiques, et cette tendance va encore s'accroître avec le développement des imprimantes 3D, qui vont relocaliser de petites unités de production et donc des emplois. Car elles vont produire plus vite que les usines asiatiques et s'adapter plus vite à la « mode ».

2 Quels sont les métiers de demain ?

C'est « la » question. La moitié des métiers des enfants actuellement scolarisés en primaire n'existent pas encore. Ceci doit nous conduire à refonder notre système éducatif, qui est orienté vers des métiers prédéfinis. À l'inverse, il faut former les jeunes générations à des modes de fonctionnement destinés à les rendre plus agiles, à développer leurs capacités d'adaptation. L'objectif est de leur don-

ner les clés pour mieux apprivoiser la culture numérique et décrocher le monde qui nous entoure. Ce qui suppose aussi de repenser la formation des enseignants.

3 Quelles seront les clés pour réussir ?

Demain, ce qui vaudra de l'or, ce sera d'avoir la capacité à attirer l'attention du public. Aujourd'hui, dans les écoles de commerce, les étudiants ont tous un ordinateur devant les yeux en cours. C'est un profond changement, qui contraint le professeur à être plus innovant dans sa pédagogie pour « capter » la classe. Pour cela, il va utiliser davantage d'outils numériques. C'est pourquoi les tablettes se multiplient dans les salles de cours et les « serious games » (jeux sérieux) se développent de plus en plus dans le monde de la formation.

Recueilli par Nicolas César



Installation de la fibre optique dans la communauté d'agglomération du Grand Dax. ARCHIVES LOÏC DEQUIER/« SUD OUEST »